

Ecrit par le 18 mai 2026

Mobilité : Un nouvel espoir pour la LEO ?



Comme nous l'avons annoncé [le 13 avril dernier](#), le dossier de la LEO (Liaison Est-Ouest) n'est pas encore définitivement enterré. La réalisation de la seconde tranche de cette infrastructure routière devant permettre le contournement par le Sud de l'agglomération d'Avignon semble faire aujourd'hui l'objet d'un consensus inédit. Suffisant pour accélérer dans la dernière ligne droite de ce projet alors que se profile le terme de la DUP (Déclaration d'utilité publique) dans ce dossier d'intérêt national ?

« Nous avons tenu une réunion sur le dossier de la LEO, a expliqué Olivier Galzi, [nouveau maire d'Avignon](#) et [nouveau président du Grand Avignon](#) en clôture du conseil communautaire qui s'est déroulé ce mercredi 29 avril à la salle polyvalente de Montfavet. Nous avons réuni un certain nombre des vice-présidents du Grand Avignon mais aussi les représentants de [Terre de Provence agglomération](#), directement concerné par ce projet, ainsi que la vice-présidente du conseil départemental des Bouches-du-Rhône, la présidente du conseil départemental de Vaucluse et les représentants de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur. Tous sont venus apporter leur soutien à ce dossier. »

« Faire enfin avancer cette fameuse voie de contournement que notre économie et nos populations, particulièrement à la Rocade, attendent depuis si longtemps. »

Olivier Galzi, maire d'Avignon et président du Grand Avignon

Ecrit par le 18 mai 2026



De droite à gauche : Paul Mély, vice-président du Grand Avignon délégué aux mobilités et aux infrastructures de transport, Pascale Bories, 1^{re} vice-présidente du Grand Avignon déléguée à l'aménagement du territoire, à l'habitat et aux gens du voyage, Marcel Martel, Maire de Châteaurenard, Olivier Galzi, président de la Communauté d'agglomération du Grand Avignon et maire d'Avignon, Dominique Santoni, présidente du Conseil départemental de Vaucluse, Corinne Chabaud, présidente de la Communauté d'agglomération Terre de Provence, Michel Bissière, conseiller régional de la Région Sud (représentant Renaud Muselier, président de la Région Sud), Marie-Pierre Callet, vice-présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône (représentant Martine Vassal, présidente du Conseil départemental des Bouches-du-Rhône) et Yves Picarda, Maire de Rognonas. Crédit photo: Grand Avignon/ Anthony Beignard

Un pack territorial

Usant d'une métaphore rugbyistique, le président du Grand Avignon a insisté sur sa volonté de créer un véritable 'pack' territorial afin de relancer ce dossier aujourd'hui au point mort à quelques mois seulement du terme de la DUP (Déclaration d'utilité publique) de ce projet d'intérêt national.

« Pour qu'un pack gagne, il faut qu'il soit soudé, qu'il pousse dans la même direction. C'est exactement ce qui vient de se passer. Nous sommes désormais tous soudés pour essayer de faire enfin avancer cette fameuse voie de contournement que notre économie et nos populations, particulièrement à la Rocade,

Ecrit par le 18 mai 2026

attendent depuis si longtemps. »

Un consensus qui va se traduire dans un premier temps par l'envoi d'un courrier au ministre des transports, au premier ministre ainsi qu'au président de la république. Dans cette lettre, l'ensemble des partenaires affirmera son soutien à la réalisation de la tranche 2 de la LEO puisque jusqu'alors, la principale réserve émise par le ministre des transports lorsqu'il avait refermé le dossier c'est qu'il attendait que [les responsables locaux se mettent d'accord](#).

Identifier rapidement le maître d'ouvrage

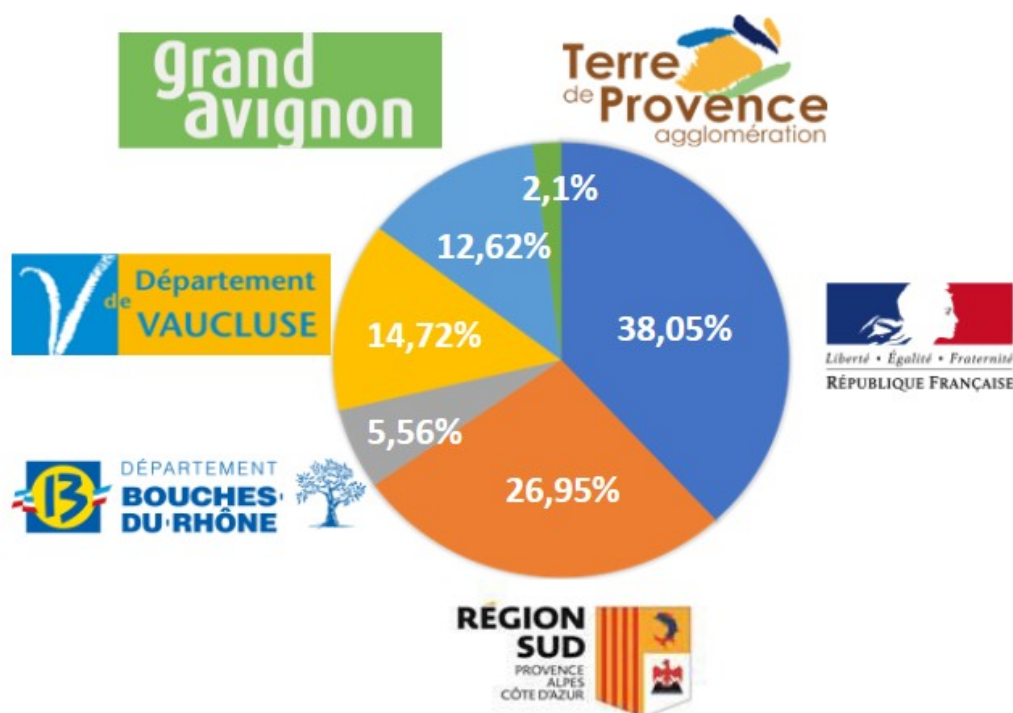
Cette nouvelle unanimité a ainsi déjà débouché sur l'annonce de plusieurs priorités : « la nécessité de conduire la tranche 2 dans sa globalité, sans phasage, afin d'en garantir la cohérence et l'efficacité » ainsi que « l'identification rapide d'un maître d'ouvrage en capacité de piloter le projet et d'en assurer le préfinancement. »

Côté environnement l'ensemble des partenaires réclament également « une réalisation pragmatique, mieux intégrée sur les plans environnemental et paysager » ainsi qu'un « engagement collectif à accompagner les exigences environnementales, notamment en matière de mesures compensatoires ».

« Maintenant, nous sommes d'accord. C'est une excellente nouvelle pour notre territoire », se félicite Olivier Galzi qui après avoir rouvert le dossier entend dorénavant se consacrer à retrouver les financements. Signe positif ? Une partie des budgets consacrés à ce projet sont encore fléchés dans certaines collectivités comme c'est notamment le cas pour le Département de Vaucluse dont l'enveloppe est toujours prévue à hauteur de 14,72% du coût de la tranche 2 (voir répartition du financement ci-dessous).

Ecrit par le 18 mai 2026

Tranche 2



Une LEO, mais quelle LEO ?

Alors que [Thierry Suquet](#), le préfet de Vaucluse avait évoqué l'arrêt « du dossier suite aux désaccords constatés entre les élus sur ce sujet » (ndlr : [l'ancienne maire d'Avignon et l'ancien président du Grand Avignon s'étaient opposés à la poursuite du projet en l'état](#)), il a précisé lors d'une rencontre avec la presse il y a quelques jours : « Les crédits ont été renvoyés et nous étions en train de travailler sur ce qu'on appelle le dossier de clôture puisque c'est l'État qui assure la maîtrise de l'ouvrage. Mais on ne peut pas fermer un dossier comme cela, il y a notamment la mise en œuvre des travaux compensatoires. En particulier, [le sujet des arasements de la Durance](#) qui sont des travaux complémentaires à la LEO. » Pour rappel, cette opération a permis de draguer 270 000m³ de limons et 20 000m³ de graviers sur une zone de 9 470m² s'étendant entre les communes d'Avignon, Barbentane, Rognonas et Aramon entre le pont de la tranche 1 de la LEO et le seuil de la CNR (Compagnie nationale du Rhône). Ces travaux restent à continuer sur la partie amont de la LEO, dans le secteur de la tranche 2, même si cette partie de l'infrastructure ne devait pas être réalisée.

Ecrit par le 18 mai 2026

« Manifestement, la donne politique a changé. »

Thierry Suquet, préfet de Vaucluse

[LEO : la réunion de la dernière chance ?](#)

« Manifestement, la donne politique a changé depuis qu'Olivier Galzi a rencontré [Philippe Tabarot](#), le ministre des transports, constate le préfet de Vaucluse. Ensemble, ils ont reposé le sujet donc je suppose qu'on va le rouvrir. »

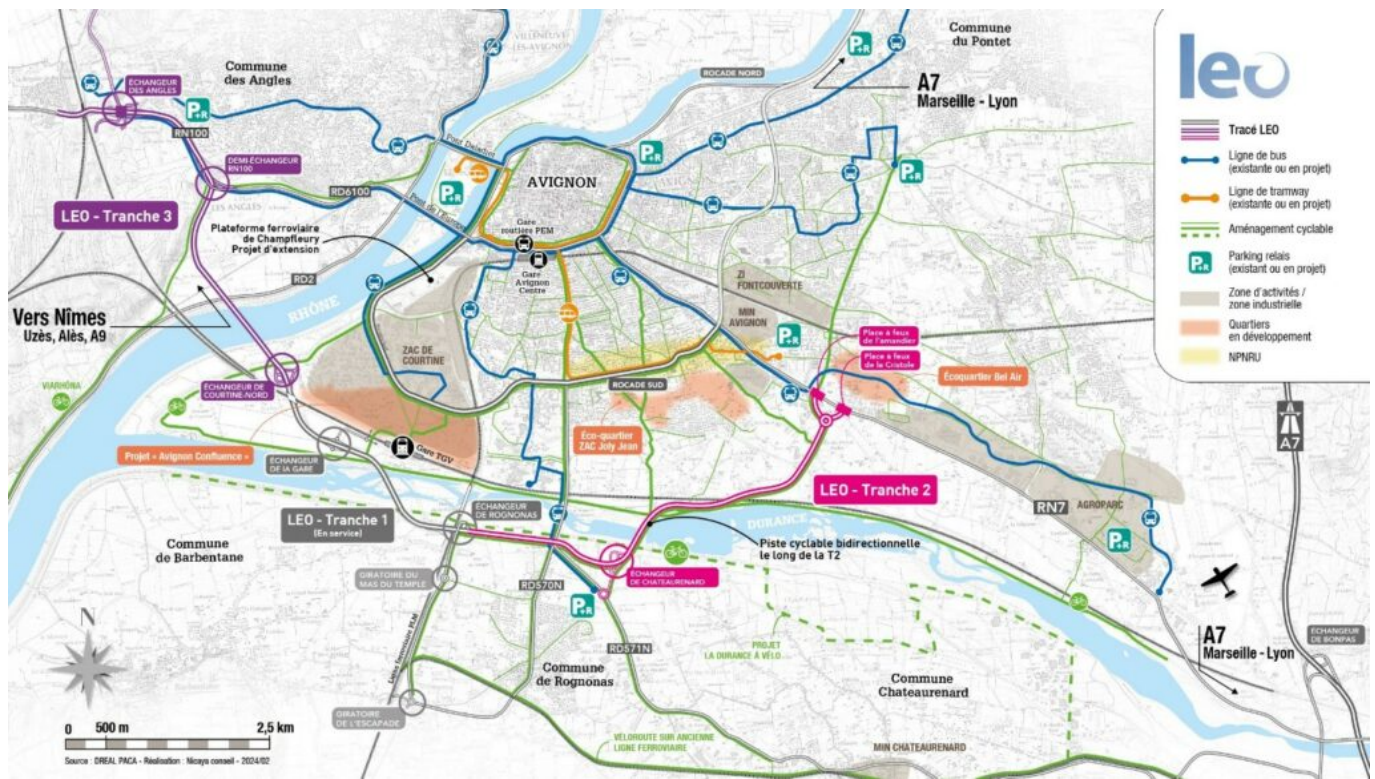
« Il y a deux ans le projet qui a été présenté aux collectivités et aux financeurs a été rejeté parce qu'il était trop cher, recontextualise le préfet de Vaucluse. Personne ne sait comment financer un projet qui est au double du budget fixé au démarrage. L'année dernière, l'État propose une ébauche de projet remplissant 90% des fonctionnalités de la LEO en revenant dans les objectifs budgétaire et en suivant le tracé juridiquement possible dans le cadre de la DUP (Déclaration d'utilité publique) de la tranche 2. Là, une partie des élus s'opposent à la poursuite des études et le préfet de la région dit 'qu'il ne fera rien contre les élus'. On commence donc à fermer le dossier et l'argent qui était disponible depuis de nombreuses années commence à être affecté sur d'autres projets. »

« La logique voudrait donc de rouvrir le dossier à l'endroit où on l'avait clos »

Thierry Suquet, préfet de Vaucluse

La mobilisation des élus et financeurs concernés par le projet semble avoir rebattu les cartes en remettant le dossier en haut de la pile. « La logique voudrait donc de rouvrir le dossier à l'endroit où on l'avait clos », estime le préfet de Vaucluse qui rappelle « que l'ébauche de projet qui avait été faite par les services d'État nécessite un minimum d'un an d'études pour savoir si cette solution est viable ». Mais préalablement, il s'agira de savoir si le projet est susceptible de satisfaire tout le monde. S'il est financé par tous. Si les solutions techniques sont validées par tous.

Ecrit par le 18 mai 2026



En rose à droite, le tracé de la tranche 2. A gauche, en violet, le tracé de la tranche 3. Crédit Dreal Paca

200M€ pour une tranche 2 en version 'light'

En effet, le projet de l'État pour rester dans les clous budgétaires prévoit de passer d'une infrastructure initialement prévue en 2x2 voies de type autoroute à une tranche 2 de la LEO en 2x1 voies. Il n'y aurait plus d'ouvrages surélevés, comme des ponts enjambant des ronds-points, et il faut s'attendre à ce que la voie comporte des feux tricolores.

Par ailleurs techniquement, les acquisitions de maisons et de foncier sur le tracé peuvent être considéré juridiquement comme le début du chantier. La DUP ne serait alors pas remise en cause. « Mais si on abandonne le trajet tel qu'il a été déterminé juridiquement, tout tombe, rappelle le Préfet. On arrête le projet précédent et on repart avec une nouvelle enquête d'utilité publique et une nouvelle définition. »

Et Thierry Suquet de résumer la situation : « il y a un projet de type autoroutier qui vaut deux fois le prix fixé à l'époque et il y a un projet alternatif de contournement qui revient au prix d'objectif tout en assumant en grande partie les fonctions de contournement et de voies alternatives à la traversée d'Avignon. S'il y a un consensus et que tout le monde est d'accord, il doit être possible de regarder si le projet peut aboutir en réalisant des études complémentaires. Mais ce n'est pas gagné. »

A ce jour, le coût de cette version 'light' de la tranche 2 de la LEO est estimé à minimum 170M€, et plus probablement 200M€. Pour autant, le financement de cette infrastructure majeur pour la bassin de vie d'Avignon ne semble pas être le principal obstacle à sa réalisation.

« Le projet était prêt à démarrer. Les conventions étaient signées, l'argent était réservé par les

Ecrit par le 18 mai 2026

collectivités locales et cela n'a pas empêché que le projet reste bloqué, constate le préfet de Vaucluse. S'il y a un consensus politique et financier. S'il y a un projet qui émerge sur lequel tout le monde est partant, je pense qu'il sera alors possible d'aller chercher les financements dans le prochain contrat de plan. »

Un très prochain comité de pilotage entre les services de l'Etat, maître d'ouvrage, et les acteurs locaux concernés par le dossier devrait très certainement permettre d'en connaître davantage sur un éventuel calendrier.

[LEO : le Conseil d'orientation des infrastructures à la rescousse du 3e pont d'Avignon sur le Rhône](#)

Quid de la 3e tranche 3 ?

Ne manquera plus alors qu'à se pencher sur le berceau de la 3^e tranche de la LEO, celle franchissant le Rhône. Ce barreau entre Courtine et Les Angles qui constitue [la clef de voûte indispensable de ce contournement sur d'Avignon](#) devant rallier l'A7 à l'A9. Mais là encore ce n'est pas gagner car il faudra une sacrée baguette magique pour réussir à mettre autour de la table deux financeurs aux abonnés absents jusqu'à présents : le Conseil régional d'Occitanie et le Conseil départemental du Gard.

Cela ne sera une mince affaire car même si on avait cru un instant l'été dernier que la boussole régionale de Carole Delga avait retrouvé le Gard rhodanien* la présidente d'Occitanie a finalement confirmé le 17 avril dernier à nos confrères de La Provence qu'elle ne soutiendrait pas financièrement le projet.

L.G.

**Présente l'an dernier aux cérémonies du 14 juillet à Villeneuve-lès-Avignon, Carole Delga avait déclaré à nos confrères de la presse quotidienne régionale l'interrogeant sur la LEO : « J'y suis complètement favorable. Mais la question de son financement est liée à la participation de l'Etat (...). La France a besoin d'investir dans des infrastructures ferroviaires, routières et maritimes. C'est primordial pour la compétitivité économique des entreprises ».*

Ecrit par le 18 mai 2026



SERM, raccordement A7-A9... : Il n'y a pas que la LEO

Outre la LEO, le préfet de Vaucluse a rappelé qu'il y avait d'autres projets majeurs concernant les problématiques de mobilité pour le bassin de vie d'Avignon et le Vaucluse.

« Il faut maintenir la même pression sur [le SERM \(Services express régionaux métropolitains\)](#), conseille le préfet de Vaucluse. C'est un enjeu extrêmement fort si le projet est retenu car il peut s'avérer particulièrement complémentaire dans une logique de cadencement des transports en commun autour de l'étoile ferroviaire d'Avignon. Se pose toutefois là encore la question de le financer. »

Même intérêt à propos du raccordement entre les autoroutes A7 et A9 au niveau de l'échangeur d'Orange. « S'il n'y a rien de nouveau, c'est tout de même un dossier qui est dans le viseur et dans les objectifs, confesse Thierry Suquet. Ce qu'il ne faut pas c'est que le fait de se remettre à travailler sur LEO empêche l'avancée de l'ensemble de ces projets-là. »

[Services express régionaux métropolitains : Avignon dans le bon wagon](#)

Cerise et pastoralisme, Lucien Stanzione au cœur des urgences agricoles du Vaucluse



À l'approche de l'examen du projet de loi d'urgence agricole au Sénat en juin 2026, le Vaucluse s'impose comme un laboratoire à ciel ouvert des tensions qui traversent l'agriculture française. Entre crise profonde de la filière cerise, pression croissante de la prédation sur le pastoralisme et nécessité d'adapter les politiques publiques, élus et professionnels cherchent des réponses concrètes, ancrées dans les réalités du terrain.

Ecrit par le 18 mai 2026

Symbole d'un terroir, la cerise vaclusienne traverse une zone de fortes turbulences. Concurrence internationale accrue, notamment de pays à bas coûts comme la Turquie, hausse des charges -main-d'œuvre, énergie-, aléas climatiques à répétition et restrictions sur certains produits phytosanitaires fragilisent durablement la production.

La filière cerise en danger

Selon le ministère de l'Agriculture, la France a vu sa production de cerises reculer ces dernières années, tandis que les importations progressent, accentuant la pression sur les producteurs locaux. En Provence-Alpes-Côte d'Azur, région historiquement productrice, les exploitations peinent à maintenir leur rentabilité.

Dans ce contexte, la réunion de travail organisée par [Lucien Stanzione](#), sénateur de Vaucluse le 27 avril à Saint-Saturnin-lès-Apt, réunissant élus locaux, producteurs, syndicats agricoles et techniciens de la filière afin de recueillir des propositions concrètes d'amendements pour défendre la filière. Objectif : peser dans les débats parlementaires à venir, en intégrant des mesures opérationnelles sur les coûts de production, la protection des cultures ou encore la régulation du marché.

Ecrit par le 18 mai 2026



Ecrit par le 18 mai 2026

Lucien Stanzione avec Yohann Constant à Aurel Copyright Communication LS

Le pastoralisme face à l'épreuve du loup

À quelques kilomètres des vergers, sur les hauteurs du plateau de Sault, un autre front agricole se joue : celui du pastoralisme. Lors d'une mission d'information sénatoriale, conduite notamment par Lucien Stanzione aux côtés de [Jean-Marc Boyer](#), sénateur du Puy-de-Dôme et [Yves Bleunven](#), sénateur du Morbihan, les élus ont plongé au cœur du quotidien des éleveurs. Sur le terrain, à [Aurel](#) ou [Saint-Trinit](#), le constat est préoccupant : la prédation du loup, en expansion en France -plus de 1 000 individus estimés par l'Office français de la biodiversité en 2025-, bouleverse l'équilibre économique et psychologique des exploitations.

Les échanges ont mis en lumière une équation complexe : protéger une espèce strictement encadrée au niveau européen tout en garantissant la survie d'une activité essentielle. Car le pastoralisme ne se limite pas à une production agricole : il façonne les paysages, prévient les incendies et entretient la biodiversité.

Trouver l'équilibre entre souveraineté et transition

Au cœur des discussions : le projet de loi d'urgence agricole, présenté comme une réponse à la crise traversée par le monde rural depuis plusieurs années. Ce texte ambitionne de traiter des enjeux structurants : souveraineté alimentaire, accès à l'eau -avec le volet hydraulique-, encadrement des produits phytosanitaires ou encore rééquilibrage des relations commerciales via les lois Loi [Egalim](#) (appelée aussi loi Agriculture et Alimentation, a pour objectif de rééquilibrer les relations commerciales dans le secteur agricole et d'œuvrer pour une alimentation saine et durable). Mais sur le terrain, une même exigence s'impose : adapter les dispositifs aux réalités locales. Les tables rondes organisées à Avignon, en présence notamment du préfet [Thierry Suquet](#), ont permis de croiser les regards entre État, élus et professionnels. Les acteurs agricoles plaident pour des réponses pragmatiques : simplification administrative, soutien ciblé aux filières fragilisées, dispositifs de protection renforcés contre la prédation, ou encore investissements dans l'irrigation face au changement climatique.

Le Vaucluse, miroir des défis agricoles français

De la cerise aux troupeaux, le Vaucluse concentre des problématiques nationales : compétitivité des filières, adaptation au dérèglement climatique, tension entre production et biodiversité, renouvellement des générations agricoles. Les restitutions attendues fin juin-début juillet devraient traduire ces constats en propositions concrètes. Une étape décisive, alors que le Parlement s'apprête à débattre d'un texte attendu, mais dont l'efficacité dépendra de sa capacité à intégrer la complexité du terrain. Car derrière les chiffres et les lois, une réalité demeure : celle d'hommes et de femmes qui, chaque jour, tentent de maintenir vivante une agriculture à la fois économique, écologique et profondément territoriale.

Mireille Hurlin

Ecrit par le 18 mai 2026



La délégation du sénat chez Rudy Usseglio Copyright Communication LS

Délinquance, le Vaucluse sous tension

Ecrit par le 18 mai 2026



Entre recul des cambriolages et intensification du narcotrafic, la sécurité publique en Vaucluse révèle un territoire confronté à des mutations profondes de la délinquance, sur fond de mobilisation accrue de l'État.

Le bilan 2025 dressé par [Thierry Suquet](#), préfet de Vaucluse, esquisse une réalité complexe, faite de progrès tangibles et de tensions persistantes. Derrière les indicateurs globaux, une ligne de fracture apparaît nettement : la délinquance se transforme, se spécialise et, parfois, se durcit. Si certaines infractions reculent, à commencer par les cambriolages, d'autres connaissent une progression préoccupante, notamment les violences aux personnes et les trafics de stupéfiants, désormais au cœur des priorités des autorités.

Narcotrafic : une lutte devenue centrale

C'est sans conteste le marqueur le plus structurant de l'année 2025. Le narcotrafic s'impose comme une problématique majeure, qualifiée de 'décomplexée' par les autorités judiciaires, tant son emprise sur certains territoires et publics s'intensifie. Les chiffres traduisent d'ailleurs cette mobilisation : 4 653 infractions liées aux stupéfiants constatées ; 19 points de deal recensés, contre 30 en 2024 et 66 en 2022 ; 364 armes saisies, en hausse de 11,7% et 11 points de deal démantelés en 2025.

Ecrit par le 18 mai 2026



Copyright Facebook Police Nationale Vaucluse Avignon

Baisse des points de deal

La baisse spectaculaire du nombre de points de deal constitue un signal fort, fruit d'une stratégie offensive combinant actions judiciaires, fermetures administratives et nouveaux outils législatifs issus de la loi contre le narcotrafic adoptée en 2025. Mais cette pression accrue s'accompagne d'une adaptation des réseaux, plus diffus, plus mobiles, et parfois davantage ancrés dans des logiques numériques ou d'ubérisation du trafic.

Violences aux personnes : une progression préoccupante

Autre indicateur majeur : les atteintes volontaires à l'intégrité physique poursuivent leur progression. En 2025, 7 420 faits de violences physiques ont été enregistrés, soit une hausse de 2,9%. Les violences intrafamiliales, en particulier, explosent avec 1 946 interventions des forces de sécurité, en hausse de 32,5% et 3 842 plaintes de femmes majeures, en augmentation de 7,2%. Les femmes demeurent les premières victimes : elles représentent 88% des victimes de viols ou tentatives et 85% des violences sexuelles. C'est toute une organisation qui se renforce, avec des dispositifs d'accompagnement, des outils judiciaires spécialisés et une mobilisation accrue des associations.

Atteintes aux biens : une baisse encourageante

À l'inverse, les atteintes aux biens enregistrent une amélioration notable : 3 124 cambriolages en 2025, soit une baisse de 9,6% et 16 200 faits de vols et cambriolages au total. Cette évolution, cohérente avec la tendance nationale, traduit l'efficacité des dispositifs de prévention et de présence sur le terrain, même si certains segments, comme les vols simples qui restent orientés à la hausse.

Ecrit par le 18 mai 2026



Copyright Facebook Police nationale Vaucluse - Avignon

Insécurité routière : une accalmie relative

Sur le front routier, les indicateurs sont en légère amélioration avec 576 accidents en 2025 (-5%); 35 morts (-15%) et 736 blessés (-6%). Mais cette baisse masque une réalité préoccupante : les deux-roues motorisés, bien que minoritaires, concentrent 31% de la mortalité routière. La sécurité routière reste ainsi un enjeu majeur, mobilisant plus de 126 actions de prévention sur l'année.

Fermeté administrative et pression migratoire

L'année 2025 se distingue également par un recours accru aux outils administratifs : 80 fermetures administratives de commerces, soit un triplement en trois ans ; 141 procédures engagées et +56% de fermetures liées au tabac illicite. Parallèlement, la lutte contre l'immigration irrégulière s'intensifie avec 1 069 interpellations (+28%), 1 255 mesures d'éloignement (+41%) et 193 expulsions, dont plusieurs profils sensibles. Ces chiffres traduisent une volonté de fermeté, notamment à l'égard des individus considérés comme menaçant l'ordre public.

Une délinquance qui se reconfigure

C'est la nature même de la délinquance qui évolue. Plus structurée, plus mobile, parfois plus violente, elle s'inscrit dans des logiques économiques et territoriales. La montée des violences liées aux trafics, l'implication croissante des mineurs, ou encore l'essor des fraudes financières avec près de 4,8M€ détectés par la Caisse d'Allocations Familiales, illustrent cette mutation.

Ecrit par le 18 mai 2026



Copyright Facebook Police Nationale Vaucluse Avignon

Maintenir la pression

Face à ces enjeux, les autorités entendent poursuivre et amplifier leur action. Trois priorités structurent désormais l'action publique : La lutte contre le narcotrafic, la prévention des violences intrafamiliales et la réduction des cambriolages. À cela s'ajoutent la lutte contre la radicalisation avec 49 réunions du groupe d'évaluation départemental et la sécurisation des grands événements. En effet, depuis 2014, chaque préfet a constitué dans son département un groupe d'évaluation départemental de la radicalisation islamiste (GED) afin d'organiser le décloisonnement interservices de l'information et de structurer les échanges entre les instances départementales et nationales

Un territoire sous vigilance

Le bilan 2025 du Vaucluse ne se résume ni à une dégradation ni à une amélioration nette. Il révèle un territoire sous tension, où les efforts des forces de l'ordre produisent des résultats tangibles, mais où les phénomènes criminels se recomposent en permanence. Une équation délicate, où la sécurité ne se joue plus seulement sur le terrain, mais aussi dans la capacité à anticiper, coordonner et comprendre des formes de délinquance en constante mutation.

Les chiffres clés 2025

Près de 4,8M€ de fraudes détectées par la CAF ; 34 653 infractions liées aux stupéfiants recensées, avec 19 points de deal actifs (contre 66 en 2022) ; 16 200 atteintes aux biens enregistrées ; 7 420 faits de

Ecrit par le 18 mai 2026

violences physiques, dont 1 946 interventions pour violences intrafamiliales (+32,5%) ; 3 842 plaintes de femmes majeures pour violences (+7,2%) ; 3 124 cambriolages, en baisse de 9,6% ; 1 255 mesures d'éloignement (+41%) ; 1 069 interpellations d'étrangers en situation irrégulière (+28%) ; 576 accidents de la route, dont 35 morts et 736 blessés ; 80 fermetures administratives de commerces (x3 en trois ans)

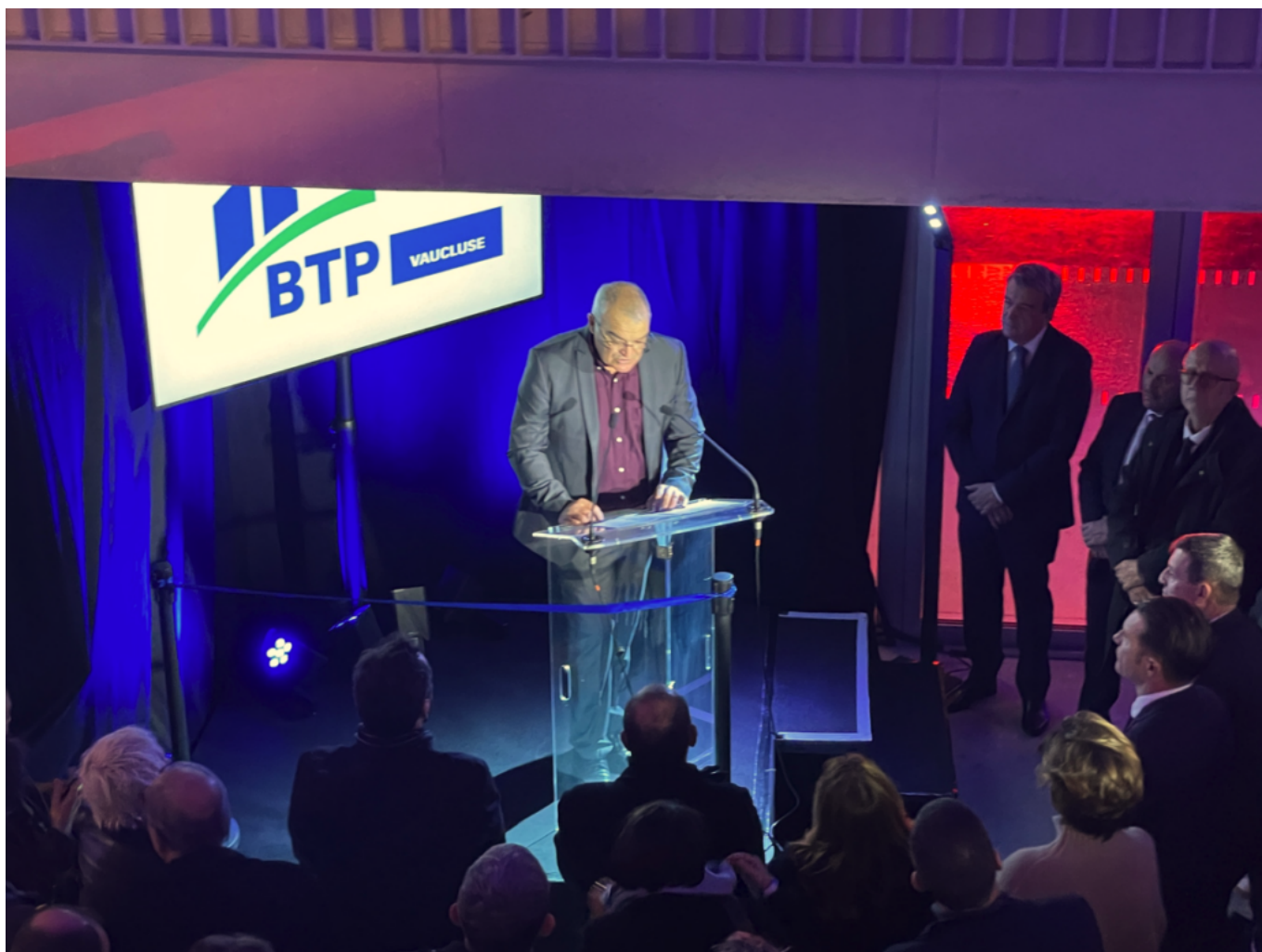
;
Mireille Hurlin



Copyright Facebook Police Nationale Vaucluse Avignon

Fédé BTP 84, Une nouvelle maison pour la nouvelle année et l'ambition de porter haut les familles de la profession

Ecrit par le 18 mai 2026



À l'occasion de la cérémonie des vœux de la [Fédération du Bâtiment et des Travaux publics du Vaucluse](#), organisée également à l'occasion de l'inauguration de la nouvelle Maison du BTP 84, rue Jean Dausset à Agroparc Avignon, son président Daniel Léonard, a livré un discours à la fois rassembleur et exemplaire, faisant de ce bâtiment inauguré le symbole optimiste d'une certaine vision du syndicalisme professionnel et de l'avenir du secteur. Plus de 400 personnes, dont de nombreux élus, étaient présentes.

Ecrit par le 18 mai 2026



La Maison de la Fédé BTP 84. Copyright Fédé BTP 84

Au-delà du moment convivial, le message central est clair : ce qui unit la profession est plus fort que ce qui la divise. Une conviction qui fonde, selon lui, l'ADN de la Fédération du bâtiment et des travaux publics : recherche du dialogue, respect des différences, culture du collectif et construction de ponts entre les acteurs économiques, institutionnels et territoriaux.

Une nouvelle maison pour les pros

La nouvelle Maison du BTP incarne concrètement cette philosophie. Fruit d'une décision pragmatique et responsable, le projet a nécessité l'abandon du siège historique, devenu inadapté, au profit d'un site plus accessible, fonctionnel et sobre, à proximité de l'aéroport et du parc des expositions. Un choix assumé, guidé par la rationalité économique dans un contexte de conjoncture tendue pour le BTP.

Un modèle de réalisation et de gestion

Le président a insisté sur la méthode de réalisation, qu'il présente comme un modèle reproductible :

Ecrit par le 18 mai 2026

gouvernance collective validée à l'unanimité, recours prioritaire aux compétences locales -maîtrise d'œuvre et entreprises vauclusiennes-, respect des délais et des budgets, paiements sans retard et refus d'une guerre des prix préjudiciable aux entreprises. Le 'juste prix' a servi de boussole tout au long du chantier.



De gauche à droite : Olivier Salleron, Thierry Suquet, Dominique Santoni et Daniel Léonard
Copyright MMH

Une vitrine des savoir-faire

Conçue comme une vitrine des savoir-faire du BTP, la Maison associe bois, acier, verre et béton, tout en répondant aux exigences environnementales de la RE2020 (Réglementation environnementale). Modulaire, elle est pensée comme un lieu d'échanges, de formation, d'innovation, et également de prévention et de sécurité, enjeux majeurs pour la profession.

Avancer, toujours avancer

Ecrit par le 18 mai 2026

Sans éluder les difficultés du secteur : complexité normative, manque de visibilité sur les politiques publiques, ralentissement de la construction neuve, Daniel Léonard a volontairement choisi de privilégier l'exemple à la critique. Montrer que le dialogue, la confiance, la proximité et le pragmatisme peuvent produire des résultats concrets.

Le respect de tous pour tous

Au terme de son allocution, le président de la Fédé du BTP Vaucluse a formulé pour 2026 le vœu de davantage de respect mutuel, moins de dogmatisme et plus de pragmatisme, convaincu que ces ingrédients constituent, pour la profession comme pour le territoire, une voie crédible vers l'efficacité et une certaine idée du bonheur collectif.



Olivier Salleron Copyright MMH

Olivier Salleron, président national de la Fédération française du bâtiment

Présent à l'inauguration de la nouvelle Maison du BTP du Vaucluse, [Olivier Salleron](#), président

Ecrit par le 18 mai 2026

national de la Fédération française du bâtiment (FFB), a souligné la solidarité entre l'échelon national et les fédérations départementales, rappelant que les cotisations des adhérents doivent d'abord bénéficier aux territoires. Pour lui, la dynamique du BTP se joue avant tout au niveau local, dans les relais de proximité, véritables moteurs de l'action syndicale.

Dans un contexte de forte instabilité économique et politique, cette inauguration constitue, selon le président national, un repère concret et rassurant pour la profession. Le bâtiment livré dans les délais et avec un budget maîtrisé incarne une gestion responsable et une projection vers l'avenir, au service direct des entreprises adhérentes.

Des signaux positifs

Malgré une année 2025 marquée par de profondes incertitudes, Olivier Salleron a voulu ouvrir 2026 sur une note d'espoir, portée par des signaux positifs en matière de logement. Il a salué la confirmation du statut du bailleur privé, attendu de longue date par la profession, qu'il qualifie d'avancée majeure susceptible de relancer la production de 50 000 logements neufs et de 20 à 30 000 logements rénovés. Une mesure présentée comme bénéfique à la fois pour les ménages, les entreprises du BTP et les finances publiques, la construction générant d'importantes recettes fiscales pour l'État et les collectivités.

Logement social et privé, tous deux complémentaires et essentiels

Le président de la FFB a également insisté sur le caractère complémentaire et indissociable du logement privé et du logement social, se félicitant de la baisse de la Réduction de loyer de solidarité (RLS), qui doit permettre un effet de levier d'environ un milliard d'euros en faveur de la production et de la rénovation énergétique du parc social. Le maintien d'outils structurants comme le prêt à taux zéro s'inscrit, selon lui, dans cette même logique de relance. Autre sujet majeur : l'aménagement du territoire. Olivier Salleron a plaidé pour une application plus pragmatique de la loi Zéro artificialisation nette (ZAN), redonnant des marges de manœuvre aux élus locaux afin de répondre aux besoins de logements, d'emploi et de développement économique.

La rénovation énergétique

Sur la rénovation énergétique, il a rappelé l'importance de la stabilité des dispositifs, en particulier de MaPrimeRénov', dont le budget est sanctuarisé mais dont les évolutions incessantes fragilisent la lisibilité pour les entreprises. La rénovation du parc de logements et des bâtiments publics est, selon lui, un levier incontournable pour atteindre les objectifs de décarbonation à l'horizon 2050, tout en soutenant l'activité et l'emploi local, dans un secteur qui a perdu 60 000 salariés en deux ans.

Quels maires seront bâtisseurs ?

Le président national a enfin appelé à l'émergence de 'maires bâtisseurs' à l'approche des élections municipales, estimant que le logement est devenu un enjeu central du quotidien des Français. Il a également alerté sur le respect impératif des délais de paiement par les collectivités, condition essentielle à la survie des entreprises du BTP.

Former les pros de demain

Ecrit par le 18 mai 2026

Enfin, Olivier Salleron a insisté sur l'enjeu du renouvellement des compétences, à travers l'apprentissage et l'alternance, pour attirer jeunes et moins jeunes vers des métiers porteurs de sens, de perspectives et de fierté. La nouvelle Maison du BTP apparaît ainsi comme un symbole fort de confiance, de proximité et d'avenir pour la profession.



Dominique Santoni Copyright MMH

Dominique Santoni, présidente du Département de Vaucluse

Lors de cette même soirée, la présidente du Département, [Dominique Santoni](#), a réaffirmé son attachement au partenariat durable entre le Département et les entreprises du BTP, qu'elle qualifie de relation fondée sur la confiance et l'efficacité plutôt que sur les discours.

Saluant un équipement 'concret, solide et à l'image de la profession', elle a souligné que ce nouveau siège symbolise la capacité du BTP vauclusien à s'inscrire dans la durée. Pour la présidente, les entreprises du secteur sont au cœur de l'action publique : routes, collèges, transports, aménagements communaux... derrière chaque projet départemental, ce sont les savoir-faire locaux qui sont mobilisés.

Ecrit par le 18 mai 2026

De solides finances

Dans un contexte économique tendu, Dominique Santoni a insisté sur la solidité financière du Département, rappelant le vote du budget 2026 et la poursuite d'une politique d'investissement ambitieuse. En 2026, 132 millions d'euros seront consacrés à l'investissement, confirmant le Département comme premier donneur d'ordre du Vaucluse. Un choix assumé, présenté comme un levier essentiel d'activité, d'emploi et de visibilité pour les entreprises.

Des projets à venir ?

La présidente a défendu une ligne claire : « Les pieds sur terre et la tête dans les étoiles ». Autrement dit, une gestion rigoureuse des finances publiques conjuguée à une ambition forte pour l'avenir du territoire. Plusieurs projets structurants ont été cités, à commencer par la livraison du nouveau collège, réalisée sans retard ni surcoût, et la déviation d'Orange, attendue de longue date et désormais engagée. Elle a également mis en avant le contrat Vaucluse Ambition et la création de Vaucluse Ingénierie, outils destinés à accompagner les communes dans la concrétisation de leurs projets.

Un Département fier des pros de BTP

Puis, Dominique Santoni a réaffirmé un message politique sans ambiguïté : le Département est pro-BTP. Un partenariat présenté comme 'gagnant-gagnant', dans lequel les entreprises font avancer le territoire, tandis que le Département leur apporte visibilité, projets et continuité. « Le BTP construit le Vaucluse, et le Vaucluse avancera avec son BTP », a-t-elle résumé, appelant à poursuivre ce travail commun avec exigence, respect et pragmatisme.

Ecrit par le 18 mai 2026



Thierry Suquet Copyright MMH

Thierry Suquet, préfet de Vaucluse

Le préfet de Vaucluse [Thierry Suquet](#) a conclu la soirée des vœux du BTP 84, rappelant le poids économique majeur du secteur du bâtiment dans le département : près de 20 000 travailleurs, 10% de l'emploi salarié et environ 6 000 entreprises, majoritairement des TPE/PME (Très petites et moyennes entreprises), profondément ancrées dans le tissu local. Un secteur stratégique, dont la vitalité repose à la fois sur la proximité, l'excellence des savoir-faire et le respect des responsabilités des maîtres d'ouvrage, en particulier sur un point jugé crucial : les délais de paiement, déterminants pour la santé des trésoreries.

Les difficultés du territoire

Le préfet n'a pas éludé les difficultés traversées en 2025 : baisse des mises en chantier, tensions sur les trésoreries, recours accru à l'activité partielle et inquiétudes sur le maintien des compétences, dans un contexte d'instabilité politique. Pour autant, il a voulu ouvrir une perspective plus positive, soulignant

Ecrit par le 18 mai 2026

l'importance de l'adoption prochaine du budget de l'État, présenté comme un facteur de respiration pour le secteur. Ce budget vise, selon lui, la stabilité réglementaire et fiscale, en évitant l'empilement de nouvelles normes, tout en préservant les principaux dispositifs en faveur de la compétitivité des entreprises, de la recherche et de l'apprentissage.

Enfin un plan logement du gouvernement ?

Thierry Suquet a également salué le plan logement annoncé par le gouvernement, destiné à relancer la construction de logements neufs et à soutenir la réhabilitation. Il a insisté sur un message central : ne pas opposer logement privé et logement social, tous deux indispensables pour loger les jeunes, les familles, les salariés et les étudiants, et pour maintenir l'attractivité du territoire. Cette politique doit toutefois s'inscrire dans un équilibre entre sobriété foncière, protection des terres agricoles, préservation du patrimoine et transition environnementale.

Un concret soutien de l'Etat

Affirmant le soutien de l'État local, le préfet a pris plusieurs engagements concrets comme la simplification administrative, avec un recours accru aux possibilités de dérogation préfectorale, la lutte renforcée contre les pratiques frauduleuses, et sécurisation des chantiers, notamment face aux vols de matériel, via une convention départementale dédiée. Pour finir, Thierry Suquet a réaffirmé que le BTP constitue un pilier essentiel de l'économie vauclusienne, au cœur des enjeux de décarbonation, de réindustrialisation et de cohésion territoriale. Un secteur pour lequel l'État se dit pleinement mobilisé, aux côtés des professionnels, pour surmonter la crise et préparer l'avenir.

Mireille Hurlin

Le préfet de Vaucluse démissionne d'office le maire d'Orange

Ecrit par le 18 mai 2026



Suite à la déclaration d'inéligibilité de 5 ans du maire d'Orange Yan Bompard, par le tribunal correctionnel de Marseille, Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse, vient de prendre un arrêté le déclarant démissionnaire d'office de son mandat. De quoi ouvrir désormais officiellement la porte à un retour 'inespéré' de son père Jacques Bompard, lors des prochaines élections municipales de mars prochain.

« Le 26 janvier 2026, le tribunal correctionnel de Marseille a condamné le maire d'Orange, Yann Bompard, à cinq ans d'inéligibilité, expliquent les services de la préfecture. En application de cette décision, le préfet de Vaucluse, Thierry Suquet, prend un arrêté le déclarant démissionnaire d'office de son mandat de maire. Par arrêté du 28 janvier 2026, le préfet de Vaucluse a, sur le fondement des dispositions du Code électoral suivantes, déclaré démissionnaire d'office monsieur Yann Bompard de ses fonctions de maire et, en conséquence, de conseiller municipal et de conseiller communautaire. »

Un nouveau maire d'ici 15 jours

« En effet, les dispositions du Code électoral ([article L230](#) à son 1°) prescrivent que ne peuvent être conseillers municipaux les individus privés du droit électoral. En conséquence, le conseiller municipal qui se trouve dans un cas d'inéligibilité est déclaré démissionnaire par le Préfet à l'issue du délai d'appel. Le

Ecrit par le 18 mai 2026

tribunal correctionnel de Marseille ayant prononcé l'exécution provisoire de la peine, celle-ci doit s'appliquer immédiatement. En cas d'absence du maire, suspension, révocation ou toute autre cause, le maire est provisoirement remplacé dans la plénitude de ses fonctions par le 1er adjoint ([art L2122-17 du Code général des collectivités territoriales](#)). Pour élire un nouveau maire, il relève à présent du premier adjoint assurant la suppléance du maire démissionnaire de convoquer le conseil municipal sous un délai de 15 jours suivant la démission d'office ([article L2122-14 du CGCT](#)). »

La cité des princes va donc devoir se doter d'un nouveau maire qui assurera l'intérim jusqu'aux prochaines élections municipales des 15 et 22 mars 2026.

« Ma popularité reste intacte. »

Jacques Bompard

Stop ou encore? Encore un Bompard en lice pour la mairie d'Orange

Une décision qui toutefois ne met pas fin à l'ère Bompard dans la Cité des Princes puisque son père, Jacques Bompard, élu pour la 1re fois à la mairie en 1995 et inéligible depuis 2021 va, à 82 ans, reprendre du service en se lançant à fond dans la campagne des prochaines municipales. Et cela, grâce à une décision inespérée de la Cour d'Appel de Nîmes qui a décidé, hier, de mettre fin à son inéligibilité. « Je saisis ma chance. Heureusement, il y a encore des juges libres qui jugent en droit » s'est-il félicité alors que la permanence électorale des Bompard de l'avenue Foch est toujours recouverte d'affiches des différentes campagnes depuis des années.

« Ma popularité reste intacte, affirme le patriarche. Je le vois bien quand je marche dans la rue, le coefficient de sympathie ne baisse pas. »

[Mairie d'Orange : un Bompard peut en cacher un autre](#)

Les détracteurs du clan Bompard n'ont pas de mots assez forts pour les fustiger et dénoncer le paradoxe : « Ils ne parlent que d'ordre, de respect des lois et des règles mais ils sont loin d'être exemplaires. Ils collectionnent les condamnations et pourtant ils sont toujours là. »

Jacques Bompard, lui, répète à l'envi : « On ne change pas une équipe qui gagne. Depuis 30 ans, nous faisons notre possible pour améliorer cette ville, la rendre plus agréable, plus sécurisée, pour que les habitants s'y sentent bien. Pourquoi voulez-vous que je change de politique pour Orange ? Que j'y mette de l'insécurité, de la saleté ? La population nous fait confiance, on va encore tenter d'améliorer les choses dans ce 6^e mandat. On va faire le maximum, comme d'habitude avec amour et dévouement. »

Des mots qui vont sans doute exaspérer un peu plus leurs opposants qui croyaient enfin venue la dernière

Ecrit par le 18 mai 2026

heure des Bompard à la mairie.

Andrée Brunetti & L.G.

Une liste RN aux accents bompardiste ?

Alors que la liste RN aux Municipales 2026 menée par Jean-Dominique Artaud, est composée de 3 ex-adjoints de Yann Bompard, le père, créateur de la Ligue du Sud, ne s'inquiète pas de cette concurrence fratricide à droite. « Les Orangeois me connaissent depuis des décennies, ils ne votent pas pour des étiquettes mais pour des individus en chair et en os. Les maires sont des élus de proximité, ils vivent comme eux, ils les croisent, ils leur parlent. Ils sont le visage de la vraie démocratie. »

CAPEB 84 : 'la normalité est devenue un luxe'

Ecrit par le 18 mai 2026



Lors de ses vœux 2026, le président de la [Capeb Vaucluse](#) -Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment-, [Philippe Herzog](#), a dressé un constat sans fard : l'artisanat du bâtiment traverse une crise durable, alimentée par la chute du neuf, des trésoreries sous tension et une instabilité réglementaire étouffante. Dans le Vaucluse, où les mises en chantier de logements reculent fortement, la Capeb appelle à un 'choc de confiance', à la simplification et à une politique lisible, tout en misant sur des relais locaux : adaptation des logements au vieillissement, patrimoine, formation et montée en compétence.

Il y a des discours de vœux qui ressemblent à des bulletins météo. Et puis il y a ceux qui sonnent comme un baromètre d'alerte. Lundi 19 janvier, Philippe Herzog, président de la Capeb Vaucluse, a choisi la seconde option : un propos à la fois institutionnel et frontal, traversé par une phrase qui résume l'état d'esprit d'une partie de la profession : "des chantiers signés, payés, réalisés dans de bonnes conditions... ce qui est devenu une forme de luxe." Un discours entendu par une soixantaine de personnes dont Thierry Suquet, préfet de Vaucluse.

Ecrit par le 18 mai 2026

Une crise qui s'installe, chiffres à l'appui

Au niveau national, la Capeb documente une dégradation persistante de l'activité. Sa note de conjoncture du 3^e trimestre 2025 fait état d'un nouveau recul de l'artisanat du bâtiment, avec une baisse de 3,5% sur un an, tirée par la chute de la construction neuve (-6%) et un entretien-rénovation lui aussi en repli.

En Vaucluse

Dans le Vaucluse, le tableau est au diapason. Les dernières analyses conjoncturelles de la filière construction indiquent 1 900 logements commencés sur 12 mois à fin novembre 2025, soit -29,8% en un an, tandis que l'emploi salarié construction est donné en baisse (12 727 salariés ; -4,2%). Des chiffres qui donnent un relief particulier aux mots du président : carnets irréguliers, marges qui se tassent, entreprises qui "réduisent la voilure" — et, de plus en plus, des dirigeants qui écourtent leur trajectoire en anticipant la retraite, faute de perspectives.



Une soixantaine de personnes s'était rendue aux voeux de la Caleb. Copyright MMH

"On nous demande d'être tout, tout de suite"

Écrit par le 18 mai 2026

Au cœur du discours : l'instabilité. Philippe Herzog prend l'exemple emblématique de la rénovation énergétique, où l'outil public est perçu comme mouvant, complexe, parfois contradictoire avec les doctrines de formation de la profession. Le débat dépasse les seules lignes budgétaires : il touche à la confiance, à la lisibilité des règles et à la capacité d'une TPE (Très petite entreprise) à se projeter.

Effet yoyo

Ce diagnostic 'd'effet yo-yo' n'est pas isolé. Plusieurs analyses ont décrit une succession d'ajustements, de recentrages et de contraintes administratives autour de MaPrimeRénov', au risque de décourager ménages et professionnels. À cette instabilité s'ajoute, selon la Capeb, une forme de paradoxe quotidien : être "plus verts, plus rapides, plus numériques" tout en restant "moins chers", dans un environnement de contrôles et de procédures qui, à l'en croire, se trompe parfois de cible.

Le local comme levier : maires, marchés publics, logement adapté

Le président de la Capeb 84 a profité de l'année préélectorale municipale pour interpeller les élus : sans investissement local, le bâtiment ne joue plus son rôle de moteur territorial. Il demande notamment de faciliter l'accès des TPE à la commande publique et de redonner de l'oxygène administratif.

Pousser les marchés à potentiel

Dans le Vaucluse, la Capeb veut aussi pousser des marchés 'à potentiel' : l'adaptation des logements au vieillissement, via MaPrimeAdapt, et l'accompagnement des seniors. L'argument démographique est solide : selon l'Insee, la part des 60 ans ou plus atteindrait 31,5% dans le département en 2025. Autrement dit : la question du maintien à domicile n'est plus un sujet périphérique, mais un segment structurel, appelé à se développer.

Ecrit par le 18 mai 2026



De gauche à droite : Rabah OTMANI trésorier, Philippe HERZOG, président et Ornella LEZAMA secrétaire du bureau de la Capeb 84

Patrimoine, RSE, formation : la stratégie des compétences

Au-delà du constat, Philippe Herzog déroule une ligne : tenir par l'outil collectif et la montée en expertise. Patrimoine -bâti agricole, hydraulique, culturel, mémoire-, RSE -Responsabilité sociétale des entreprises, appelée à devenir plus structurante dans les marchés-, qualifications, labels, et surtout formation, présentée comme un investissement défensif et offensif à la fois.

Renforcement de l'équipe

La Capeb Vaucluse annonce d'ailleurs un renforcement de son équipe sur les volets qualifications, fidélisation/adhésion et formation, avec une promesse : aider les artisans à se repérer dans la complexité, plutôt que de la subir seuls.

L'endurance pour tenir

Ecrit par le 18 mai 2026

Le discours se clôt sur un triptyque : action, union, détermination, et un mot ajouté, comme un aveu lucide : l'endurance. Dans un secteur où la crise du neuf pèse sur tout l'écosystème et où la rénovation devient plus technique, plus risquée, plus normée, l'enjeu n'est pas seulement de tenir, c'est d'éviter que la lassitude ne se transforme en renoncement.

Sans artisans, point de société

Car derrière les pourcentages et les dispositifs, il reste une réalité très concrète : sans artisans, pas de logements rénovés, pas de patrimoine entretenu, pas d'urgence réparée, pas de transition énergétique à l'échelle des quartiers. Et c'est précisément ce que la Capeb 84 est venue rappeler, vœux après vœux, non comme un rituel, mais comme un signal.

Sources Capeb, Cerc, Insee.

Mireille Hurlin



Valérie Coissieux, présidente de la Chambre des métiers et de l'artisanat de Vaucluse et Thierry Suquet préfet de Vaucluse Copyright MMH

Ecrit par le 18 mai 2026

Vœux du Préfet de Vaucluse : « La sobriété n'exclut ni la solidarité, ni la proximité, ni la lutte contre l'insécurité et les narcotrafiquants »



Mardi 13 janvier, [Thierry Suquet](#) a présenté ses vœux devant un parterre d'élus, de représentants des corps constitués, des autorités civiles et militaires, des entrepreneurs, des associations, de tout ceux qui font vivre le Vaucluse.

« Malgré la sobriété budgétaire, je vous reçois avec plaisir grâce aux producteurs du département qui participent à cette soirée et à son buffet. Merci aux vigneron, artisans, commerçants. » Et de citer la [Cave Clauvallis](#) de Saint-Didier, la [Brasserie artisanale du Ventoux](#), [La Cuisine provençale](#) de Monteux, les établissements [Filière](#) de Fontcouverte, la [Ferme Montilienne](#), [France Pistache](#) et la pisciculture [Les Truites de l'Isle-sur-la-Sorgue](#) qui font honneur aux produits locaux de qualité.

Le Préfet a jeté un regard rétrospectif sur 2025 qui a mis en valeur la culture, « aux Chorégies, aux festivals, avec Avignon qui fait rayonner cette Terre de cultures. Mais aussi au passage du Tour de

Ecrit par le 18 mai 2026

France au Mont Ventoux. J'en ai encore des frissons, a-t-il dit. Sans oublier les journées portes ouvertes, fin juin, à la Base Aérienne 115 d'Orange-Caritat, qui a fait découvrir tous les métiers de l'aéronautique militaire et surtout l'avion de chasse Rafale, le fleuron de l'Armée de l'Air et de l'Espace. »

Les perspectives pour 2026

Thierry Suquet a ensuite abordé 2026 et ses priorités. « Même si l'avenir est un peu bouché, nous avons des perspectives. En particulier, ce défi permanent qu'est la lutte contre les narco-trafiquants, c'est un problème de sécurité, de société. Il faut redonner toute sa place à la République, elle doit servir de rempart. Nous devons restaurer la sécurité au quotidien, quadriller sans cesse le territoire e Vaucluse. J'ai fait fermer nombre d'établissements qui cumulaient trafic et blanchiment et je compte continuer. »

Le Préfet a ensuite parlé de l'agriculture, pôle majeur d'activité du département avec un chiffre d'affaires supérieur à 1Md€ par an. « C'est un ensemble social et économique et la transition doit s'adapter aux réalités locales. Les paysans nous nourrissent, ils subissent les aléas climatiques, les règlementations. Sans eau, il n'y a pas de fruits et de légumes, grâce au projet HPA, à terme les exploitations seront irriguées. » Il aussi insisté : « Nous devons préserver les terres, le photovoltaïque ne doit pas s'installer sur les espaces naturels et agricoles. »

Côté logements, il a insisté sans toutefois citer la décriée Loi Zan (Zéro artificielisation nette). « Nous avons besoin de construire pour les familles, les salariés, les étudiants, tout en préservant les lieux. La sobriété foncière s'impose à nous ». La réindustrialisation aussi est une nécessité, il a évoqué le travail inlassable de VPA ([Vaucluse Provence Attractivité](#) et de sa directrice [Cathy Fermanian](#)) qui fait tout pour attirer des entreprises en Vaucluse et développer celles qui y sont déjà implantées.

Renforcer le rôle de l'État dans le département

Le Préfet a évidemment rappelé le rôle de l'État qu'il représente en Vaucluse. « Nous devons renforcer son rôle au service de la cohésion territoriale. France Service en est un exemple. Elle déjà 27 agences dans le département, bientôt 28 avec Courthézon. Elles sont à moins de 20 minutes de n'importe quel Vauclusien pour l'accompagner dans ses démarches. »

La santé est aussi une donnée incontournable pour éviter les déserts médicaux. Déjà le département, sous l'impulsion de sa Présidente [Dominique Santoni](#), salariée depuis 2022 des médecins à Avignon, Cadenet, Apt et Sorgues, bientôt à Pernes. « Nous devons élargir notre offre de soins en tissant un réseau plus dense pour que les patients aient un rendez-vous avec un généraliste sous 48h, que la télé-médecine se développe. Nous allons moderniser l'Hôpital d'Apt avec à la clé 10M€ pour le service des urgences. Pareil pour celui d'Avignon, avec une extension des urgences adultes et du centre de dialyse. »

« Il faut que l'État cesse d'être ambigu. Ce n'est pas lui tout seul qui porte l'intérêt général. »

Ecrit par le 18 mai 2026

Thierry Suquet

Il a aussi été question de décentralisation, et Thierry Suquet a été ferme : « Il faut que l'État cesse d'être ambigu. Ce n'est pas lui tout seul qui porte l'intérêt général. Certes il doit être sobre et économe mais travailler main dans la main avec les collectivités locales et la Sécurité Sociale. » Il a rappelé les différentes étapes des Lois de Décentralisation instaurées par Gaston Defferre, sous l'ère Mitterrand en 1982. Puis avec Jean-Pierre Raffarin, 1er Ministre de Jacques Chirac, place à l'Acte 2 en 2003 qui affirme de nouvelles formes de démocratie participative. Ensuite, en 2012 ont été lancés les « Schémas Départementaux de Coopération Intercommunale » auxquels ont succédé les EPCI (Établissement public de coopération intercommunale). Sans oublier le dispositif de péréquation des DMTO (Droits de Mutation à Titre Onéreux) perçus par les départements. Enfin, Acte 4 en 2022, la Loi 3DS (Décentralisation, Déconcentration, Simplification) pour permettre plus de souplesse et d'efficacité dans l'action publique locale.

Avant de conclure son discours, le Préfet a évoqué les échéances des 15 et 22 mars, les Municipales, qui concernent les 151 communes de Vaucluse. « L'Etat est là pour donner une boîte à outils, pour informer, guider, aider les élus. La Préfecture est votre maison et nous travaillons en permanence avec l'Association des Maires de Vaucluse. Je souhaite que la campagne soit calme et sereine. Certes, la politique est un combat mais on doit respecter l'adversaire. Ni agressions verbales, ni agressions physiques, ni mépris. »

Maires de Vaucluse : « Notre crédibilité est contestée »

Ecrit par le 18 mai 2026



Avec 122 exposants, le salon des maires de Vaucluse 2025 affiche une fréquentation record. A cette occasion, le parc des expositions a aussi abrité la traditionnelle assemblée générales de l'Association des maires de Vaucluse. Entre incertitudes budgétaires liées à un contexte national hors-sol, réglementations de plus en plus ubuesques et pression grandissante de leurs administrés, les maires de Vaucluse entendent faire face malgré tout. Conscients d'être les premiers gardiens de la République.

« A l'heure où la question médiatique est de savoir s'il faut maintenir l'alcool à la buvette de l'Assemblée Nationale, nous demandons avec force une prise de conscience sur la situation de nos collectivités, priorise [Pierre Gonzalvez](#), président de [l'AMV](#) (Association des maires de Vaucluse) lors de l'assemblée générale 2025 qui vient de se tenir au parc des expositions d'Avignon dans le cadre [du Salon des maires, des élus locaux et des décideurs publics 2025 de Vaucluse](#). »

« Le système créé les conditions de son propre verrouillage, de son asphyxie. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

Très offensif, celui qui est aussi maire de l'Isle-sur-la-Sorgue poursuit : « Oui, localement nos parlementaires mesurent les difficultés rencontrées, les injonctions contradictoires, les objectifs inatteignables fixés à nos mairies. Oui, les services de l'Etat tentent de concilier au mieux la doxa nationale avec la situation réelle du territoire. Mais disons-le, le bon sens semble avoir quitté le système normatif. Pire, le système créé les conditions de son propre verrouillage, de son asphyxie. Individuellement, tout élu quel que soit son mandat, fait le même constat. Mais collectivement, l'inertie,

Ecrit par le 18 mai 2026

le manque de courage, parfois même la démagogie président aux choix politiques. Face à cela, les maires se posent des questions personnelles sur la suite de leur engagement. Nos concitoyens qui deviennent de plus en plus exigeants, les réseaux sociaux devenus comptoir de café où le moindre pleutre a une audience, des médias nationaux et quelques fois régionaux et locaux préférant la sensation du fait divers aux sujets de réussite et d'espoir. Et pourtant, nous avons encore la flamme et portons l'ambition avec d'autres d'améliorer les choses. »



De gauche à droite : le sénateur Jean-Baptiste Blanc, Christian Mounier, vice-président du conseil départemental de Vaucluse, Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, Bénédicte Martin de la Région Sud, Joël Balandraud, vice-président de l'AMF, Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse et le sénateur Lucien Stanzione lors de l'inauguration du salon. Crédit : Echo du mardi

« Vous êtes les premiers visages de la République. »

Christian Mounier, vice-président du conseil départemental de Vaucluse

« Vous êtes les premiers visages de la République, les piliers de la cohésion dans nos territoires », rappelle [Christian Mounier](#), vice-président du conseil départemental de Vaucluse, venu pour représenter sa présidente, Dominique Santoni, qui participait aux assises des départements de France 2025 se déroulant à Albi en même temps que le salon.

Aussi maire de Cheval Blanc, Christian Mounier a également tenu à rappeler en s'adressant aux élus présents : « qu'être maire, aujourd'hui, c'est être, chaque jour, au contact direct des habitants, au cœur de leurs attentes, leurs difficultés, et aussi de leurs espoirs. Permettez-moi donc de saluer votre inlassable engagement au service des Vauclusiens. Merci pour votre dévouement, pour votre persévérance, et pour votre sens du service public souvent exercé dans des conditions difficiles. »

Ecrit par le 18 mai 2026

Priorité à la santé mentale

En marge de cette assemblée générale 2025 des maires de Vaucluse, le président de la AMV a tenu à rappeler que le sujet de la santé mentale préoccupe fortement les élus du département.

« La santé mentale doit être une priorité pour notre pays », affirme Pierre Gonzalvez qui indique également « l'incompréhension des maires face au manque d'informations sur les suites d'une hospitalisation d'office. Nous sommes confrontés à des cas d'individus qui connaissent des troubles psychiatriques dont le suivi médical dépend souvent de leur propre volonté. L'accompagnement psychologique de l'enfant, la prise en charge de l'ado, permet de limiter le développement de pathologies psychiatriques problématiques. Les moyens nécessaires doivent impérativement être mobilisés. »

« Il a été acté que l'ARS informerait les maires des suites d'un certain nombre d'événements comme la non-confirmation d'une hospitalisation d'office ou, au contraire, la réintégration en hospitalisation complète », annonce le préfet de Vaucluse qui souhaite une transparence respectueuse du secret médical.

« On est train de fabriquer des collectivités pauvres. »

Joël Balandraud, vice-président de l'AMF

« L'incertitude est totale, réagit [Joël Balandraud](#), vice-président de l'AMF (Association des maires de France) et maire d'Evron en Mayenne. Dans ce bazar-là, ce sont les maires qui font le lien pour rassurer nos habitants. On l'a fait lors de la crise du Covid ou pendant celle des Gilets jaunes. On a su alors faire appel aux corps intermédiaires que l'on s'était un peu empressé d'oublier. »

« L'actualité, c'est aussi le budget, insiste le vice-président de l'AMF. La confiance permet d'agir et c'est ce que nous demandons aujourd'hui au gouvernement. Pourtant, il y a des éléments de défiance majeur comme la suppression de la taxe d'habitation qui constitue le péché originel pour l'ensemble des élus locaux toutes couleurs politiques confondues. Au moins, nos habitants savaient où leurs impôts allés. »

« Nous n'avons plus intérêt à accueillir de nouveaux habitants ou de nouvelles entreprises dans nos communes. »

Joël Balandraud, vice-président de l'AMF

Dénonçant l'usine à gaz mis en place par les gouvernements successifs, Joël Balandraud constate surtout que l'on a cassé les dynamiques d'investissement des collectivités locales : « Désormais, nous n'avons plus intérêt à accueillir de nouveaux habitants ou de nouvelles entreprises dans nos communes. Avant vous pouviez dire, cette entreprise entraîne quelques nuisances mais elle paye mon ATSEM (Agent territorial spécialisé des écoles maternelles), elle paye mon éducateur sportif, elle paye mon accueil à la mairie... Aujourd'hui, vous avez tout intérêt à ce que cela se fasse chez votre voisin. Si les élus locaux ne sont plus porteurs de cette dynamique économique, qui le sera ? Qui va défendre les équipements industriels majeurs sur le territoire quand on veut l'industrialiser à nouveau ? Nous sommes au bout d'un

Ecrit par le 18 mai 2026

système qui n'a plus de sens. On est en train de fabriquer des collectivités pauvres. Ces dernières sont pourtant la source d'investissement majeure sur le territoire avec des projets actionnés par les communes, aidés par les départements, les régions et l'État. Mais l'impulsion, elle, est locale. Elle est faite par les élus locaux et dans un système de défiance et de non-confiance, nous n'irons plus. Cela va tout bloquer. »

« Notre département est très peu endetté, alors que notre pays l'est beaucoup plus. »

Christian Mounier, vice-président du conseil départemental de Vaucluse

« C'est pour cela que malgré l'instabilité gouvernementale, vous avez toujours pu compter sur le soutien du Département », précise Christian Mounier en s'adressant aux nombreux maires présents lors de cette AG.

Et le vice-président du Conseil départemental de Vaucluse d'enfoncer le clou : « Notre département est très peu endetté, alors que notre pays l'est beaucoup plus. Cette politique de bonne gestion financière nous permet ainsi de continuer à investir facilement, à un rythme soutenu, soit plus de 120M€ par an jusqu'en 2028. Sur la période de 2023 à 2025, nous avons consacré 28,4M€ à la contractualisation et à l'investissement des communes. Pour la période de 2026 à 2029, nous allons sanctuariser ce montant de 28,4M€ au profit des projets des 151 communes de département car nous souhaitons maintenir un important niveau d'investissement partout dans notre département afin de soutenir notre économie, nos entreprises et notre secteur du BTP. Investir, c'est le fil rouge de notre mandat. »

Vaucluse ingénierie plébiscité

Afin de souligner le soutien du Département aux communes de Vaucluse, Christian Mounier, vice-président du Conseil départemental a rappelé que l'appui n'est pas seulement financier mais aussi technique.

« Depuis l'année dernière, nous avons transformé [Vaucluse ingénierie](#) en agence technique départementale. Vous êtes très nombreux à nous avoir exprimé votre satisfaction et votre confiance en bénéficiant d'un tel outil qui vous permet de boucler un plan de financement, réaliser des études et rechercher les bons interlocuteurs. »

Au total, 101 communes et 3 intercommunalités ont adhéré à cet outil d'accompagnement des projets du Département de Vaucluse. Depuis, 63 projets de voiries ont été suivis et 90 projets d'aménagement sont aussi traités. « Les maires se sont très bien appropriés Vaucluse ingénierie, se félicite Christian Mounier. Ce bilan très positif démontre que le besoin est grand pour nos communes, notamment les petites. »

« La Région est une collectivité de terrain. »

Bénédicte Martin, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur

Même volonté d'afficher son soutien aux maires locaux pour la Région Sud. « La Région est à vos côtés,

Ecrit par le 18 mai 2026

martèle [Bénédicte Martin](#), vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur en charge de l'Agriculture, de la viticulture, de la ruralité et du terroir. Elle se veut un partenaire des territoires par ses compétences de plein exercice, que sont notamment les lycées et les transports régionaux. La région est présente tous les jours temps dans vos communes dans ce département. Mais ce qui fait aujourd'hui la marque de fabrique de la Région Sud, c'est la volonté politique de proximité de son président Renaud Muselier. Pour lui, ce n'est pas une institution lointaine 'tanquée' entre le Vieux port et la Joliette, mais une collectivité de terrain dont la mission est d'aller dans chaque coin de nos départements. D'y faire ruisseler l'action régionale dans chaque ville, dans chaque village afin d'impacter positivement la vie de nos concitoyens. Voilà ce que font les territoires et les élus locaux, ces élus qui sont trop souvent à portée de 'baffe' mais qui sont là quand il n'y a plus personne. »

« Régions, départements, blocs communales, nous sommes la colonne vertébrale de ce pays. »

Bénédicte Martin, vice-présidente du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur

« Dans un contexte d'instabilité politique, de posture indigne, de prétendue élite qui se délite, les territoires doivent être des pôles de stabilité, annonce l'élue vauclusienne à la région qui a aussi mis en avant les enjeux de l'eau et de l'agriculture lors de son intervention. Régions, départements, blocs communales, nous sommes la colonne vertébrale de ce pays. Celle qui tient la barre, à commencer par la barre budgétaire. Celle qui se substitue aux défaillances et à l'impéritie de ceux qui nous gouvernent. Celle qui rassure aussi. Cela implique, et c'est le cas dans ce département, une solidarité forte entre nos collectivités pour agir ensemble et pour assurer cette stabilité dont nos concitoyens, nos entreprises, nos forces de sécurité, nos secours et nos agriculteurs ont tant besoin. L'exercice est pourtant difficile. Bien sûr, la Région est appelée comme toutes les collectivités à se serrer la ceinture. Mais elle le fait en s'efforçant de maintenir une capacité d'intervention auprès des communes rurales et des communes moyennes qui portent aussi des fortes charges de centralité. Elle essaie de répartir équitablement ses aides. En Vaucluse, 483 projets communaux ont été soutenus depuis 2016 par la région, pour un total de 35M€. C'est une somme injectée dans l'économie vauclusienne et dans la vie des communes qui investissent pour leurs administrées. La région, ce sont aussi 126M€ qui ont été contractualisés depuis 10 ans avec les intercommunalités vauclusiennes, dont 73M€ déjà votés.

« Je me demande quelle mouche a piqué le législateur. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

« Nous sommes dans un contexte des plus tendus en ce qui concerne la question des finances locales, confirme le président de l'AMV. Nous savons que la recherche de co-financements pour les projets ne sera pas des plus simples. L'incertitude demeure sur le montant des fonds d'Etat, Fond vert, DSIL... De plus, nos budgets sont tributaires d'éléments extérieurs. Le ralentissement immobilier génère deux

Ecrit par le 18 mai 2026

conséquences : la baisse des DMTO (Droits de mutation à titre onéreux) avec la difficulté de programmer le montant dans les préparations budgétaires ainsi que la perception de la Taxe d'aménagement. »



Dans les allées du salon. Crédit : Echo du mardi

Ecrit par le 18 mai 2026



L'AMV sur le stand de Veolia. Crédit : Echo du mardi

« Sur cette Taxe d'aménagement, je me demande quelle mouche a piqué le législateur en 2021, s'interroge Pierre Gonzalvez. Cette réforme, issue de la loi de Finances 2021, entrée en vigueur le 1er septembre 2022, a profondément modifié les modalités de perception de cette taxe. Désormais, cette elle n'est plus exigible à la délivrance du permis de construire, mais uniquement après l'achèvement des travaux, sur déclaration du particulier. J'ai demandé aux maires du département de renseigner la situation de leur commune. 110 communes ont répondu sur les 149 adhérentes à notre association. En 2022, pour ces 110 communes : 2 917 permis délivrés, 8M€ de taxes d'Aménagement, en 2024, 2 427 permis pour 4,77M€ de TA. Jusqu'à octobre 2025 : 1 588 permis et 1,45M€ de TA. Le manque à gagner est grand pour nous. Il faut impérativement revenir sur cette loi. »

Vers une 'cabanisation' du Vaucluse ?

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV, a tenu à alerter sur la multiplication des infractions d'urbanisme dans le département. « Nous sommes confrontés à des dérives, à la cabanisation dans nos campagnes, à la sédentarisation de gens du voyage sur des terrains agricoles, à des extensions voir des constructions de maisons sans permis. Nous procédons aux constatations et dressons les PV d'infractions aux règles d'urbanisme. »

L'élu regrette pourtant la non-avancée des sanctions qu'il explique notamment par le manque de moyens de la justice : « Le tribunal d'Avignon n'a que 4 audiences d'un jour par an au cours desquelles sont jugées les infractions d'urbanisme. En 2025, il n'y en a que 3. L'ordre du jour est déjà bloqué jusque fin

Ecrit par le 18 mai 2026

2027. Les petites et moyennes infractions sont ainsi, peu voire pas, appelées à une audience... »
« Notre crédibilité sur les territoires est malmenée, poursuit-il. Pire que cela, elle est contestée par ceux qui devraient suivre les règles. Si une personne demande la pause d'un climatiseur dans une rue de l'Isle-sur-la-Sorgue, je dis non. Si la personne ne demande pas, je ne peux pas lui faire enlever ! »

« On ne peut pas concevoir de liberté individuelle si la sécurité n'est pas établie. »

Pierre Gonzalvez, président de l'AMV

Evoquant aussi les questions de sécurité, le président des maires de Vaucluse dresse un constat sévère :
« le narcotrafic se propage dans nos plus petits villages. La société est tendue, plus violente, plus individualiste. »

« C'est un sujet majeur pour nos administrés, insiste-il. Des réponses fermes sont attendues et on ne peut pas concevoir de liberté individuelle si la sécurité n'est pas établie. Dans les quartiers populaires, aux abords des épiceries de nuit, dans nos centres-villes... Partout, les gens doivent pouvoir vivre paisiblement. Plus d'excuses, plus de compromis, plus de tolérance, voilà ce que souhaitent les élus de proximité que nous sommes. »

« La République doit être partout chez elle. »

Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse.

« Effectivement, l'emprise du narcotrafic dans ce département est un sujet majeur, confirme [Thierry Suquet](#), Préfet de Vaucluse. Il se joue des limites administratives qui sont les nôtres. Il descend des villes vers les campagnes. Aujourd'hui, aucun territoire ne peut se prétendre immuniser face à ce problème. Dans certains quartiers, on a une emprise qui est extrêmement forte avec des habitants qui vivent réellement sous la coupe d'un nouveau modèle socio-économique dans lequel les dealers prétendent organiser la solidarité et le soutien aux résidents. C'est évidemment une grossière supercherie parce que in fine, tout cela est toujours fondé sur une violence réelle, sur la terreur, sur l'Omerta. En réalité, ils imposent une prise en otage des habitants du quartier et contraignent à une forme de complicité avec le trafic. Cette situation est inacceptable. Il ne faut pas laisser le terrain libre. La République doit être partout chez elle et son premier représentant c'est le maire. »

Rappelant qu'en termes de sécurité, il avait fait de la lutte contre les narcotrafics, mais aussi contre les violences intrafamiliales et les cambriolages, sa priorité dans le Vaucluse explique le Préfet : « Nous avons multiplié les opérations. Nous prononçons des interdictions de paraître face aux dealers, face aux guetteurs et face à tous ceux qui s'associent au trafic. Dans ce cadre, nous avons procédé à 17 interdictions visant les trafiquants et les guetteurs qui leur interdisent de revenir sur les points de deal. On a déjà trois interpellations à la suite de réapparitions sur le terrain et une présentation devant les juges. Par ailleurs, il est inacceptable que des individus liés au narcotrafic bénéficient de la solidarité nationale, par exemple en occupant des logements sociaux. Depuis le début de l'année, on a six

Ecrit par le 18 mai 2026

occupants de logements sociaux qui ont été expulsés en raison de leurs liens avec le narcotrafic. On a 7 dossiers en cours. Enfin, nous agissons contre les commerces qui servent à la couverture du narcotrafic. On a fermé deux épiceries pour des liens directs avec le narcotrafic. On en a fermé 71 en 2025, contre 51 l'année précédente, pour trouble à l'ordre public. »

Dans la foulée, le préfet a invité les maires à prendre contact avec ses services : « Que ce soit les interdictions de paraître, les expulsions de logements locatifs pour liens avec le narcotrafic, les fermetures de commerces, nous agissons sur la base des renseignements que vous nous fournissez qui sont exploités par les services en toute confidentialité et qui permettent d'intervenir avec la police administrative sans négliger le côté judiciaire qui va permettre de s'attaquer aux trafics. »

« Si on veut rester attractif, il faut qu'on soit capable de loger nos enfants et nos salariés. »

Thierry Suquet, Préfet de Vaucluse.

Par ailleurs, Thierry Suquet, qui s'est réjoui d'enfin pouvoir assister à sa première AG des maires de Vaucluse (l'an dernier il avait obligé de se rendre en urgence à Paris à une réunion de tous les préfets avec le ministre de l'intérieur d'alors), a aussi souligné l'importance du logement.

« Le logement, c'est un défi. C'est bien de créer des emplois mais si on ne propose pas de logement aux salariés... Si on veut rester attractif, il faut qu'on soit capable de loger nos enfants et nos salariés. Notamment du logement social qui est d'abord destiné aux salariés de nos entreprises et à nos enfants qui, aujourd'hui, sont au collège, au lycée et à l'université. Pour relever ce défi, j'invite évidemment le Grand Delta habitat, comme les autres organismes de logement social, à mettre en œuvre ce dont on a besoin aujourd'hui, c'est-à-dire du logement social adapté dans les petites communes et dans les communes rurales qui répondent à des besoins locaux en négociant les conditions d'entrée des locataires pour répondre aux besoins des collectivités. A faire de la démolition et de la reconstruction dans les grands quartiers populaires où l'on a besoin de faire de la mixité sociale. »

Agrivoltaïque : ne pas servir de l'agriculture comme prétexte

« Un projet agrivoltaïque, c'est un projet qui est porté par un exploitant agricole qui a pour objectif de développer l'agriculture vauclusienne. Ce n'est pas un projet qui est porté par une entreprise énergétique qui se sert de l'agriculture comme prétexte », prévient Thierry Suquet, le préfet de Vaucluse. Même si la tendance est à l'accélération des projets photovoltaïque, « ce développement ne doit pas se faire sans conditions, poursuit le 1^{er} représentant de l'Etat dans le département. Cet essor ne doit pas se faire au détriment de l'agriculture et de la biodiversité. L'Etat sera opposé à tout projet qui consommerait des terres agricoles ou des espaces naturels. Il faut prioriser les espaces déjà artificialisés. Nous pouvons le faire ensemble en utilisant les pouvoirs d'adaptation et de dérogation du Préfet. Pour cela, nous avons notamment mis en place un guichet unique à la DDT (Direction départementale des territoires) de Vaucluse. »

« Nous croulons sous poids de la norme. »

Ecrit par le 18 mai 2026

Joël Balandraud, vice-président de l'AMF

« Nous croulons aussi sous poids de la norme, se plaint par ailleurs Joël Balandraud, vice-président de l'AMF. Aujourd'hui, la norme coûte très, très cher. Un nouveau bâtiment administratif en 2025 c'est un surcoût terrible en matière d'investissements. Autre exemple, quand je restaure un statuaire dans une église, en fonction de l'ABF (Architecte des bâtiment de France) sur lequel vous tombez, qui pourtant applique exactement les mêmes textes, vous pouvez avoir un rapport de coûts de 1 à 3. Et là, je parle d'une restauration de statuaire comprise entre 5 000€ à 15 000€. Mais quand il s'agit de millions d'euros... Nous sommes accablés de décrets et de règlements supplémentaires qui renforcent tous ces tracasseries administratives surtransposés par des hauts fonctionnaires qui interprètent la règle. Dans les mêmes administrations départementales ou régionales les doctrines ne sont pas constantes. Le poids de la norme est relativisé. Nous avons un grand espoir, c'est qu'un jour le préfet de département prenne tout cela sous sa coupe et fasse le tri de l'interprétation des textes par les uns et par les autres. Nous voulons plus de pouvoir local au préfet et aux élus locaux. Plus de confiance envers le local pour les administrations d'État, pour les communes et pour les maires. Cette demande de liberté est forte. Nous avons besoin de confiance pour se réengager. »

« Conservez la foi et continuez d'être engagé chaque jour. »

Pierre Gonzalvez

Garder le cap et tenir la barre

Enfin, alors qu'une partie des maires vauclusiens présents ne sera pas là l'année prochaine après les élections municipales de mars 2026, le président de l'AMV a émis en conclusion son souhait « que cette assemblée soit composée l'an prochain, d'élus dévoués, serviteurs de leur territoire, qui aiment le Vaucluse. Car face à l'adversité, je sais aussi que nombre d'entre vous conservez la foi et continuez d'être engagé chaque jour. Que malgré les difficultés, l'amour de vos territoires, des acteurs qui les animent et les font vivre, vous encouragent à poursuivre. Je veux donc vous remercier sincèrement pour avoir su garder le cap et tenir la barre. »

Laurent Garcia

Ecrit par le 18 mai 2026



Les élus disparus

Lors de cette AG, Christian Gros, secrétaire général de l'AMV et maire de Monteux, a tenu à rendre hommage aux 24 élus vauclusiens décédés récemment. Après une minute de silence en leur honneur (voir photo ci-dessus), il les a tous cité :

- **Francis Matheron**, maire de juin 1995 à mars 2001 de **Saint-Martin-de-Castillon**.
- **Francis Farge**, élu en mars 1983, conseiller municipal puis maire de **Lioux** de 1985 à 2024, soit durant 39 ans.
- **Claudine Ghio**, ancienne conseillère municipale de **Saint-Martin-de-Castillon**.
- **Claude Pagès**, conseiller municipal dès 1989, puis adjoint au maire et maire de **Méthamis** de 2008 à 2020.
- **Gérard Sautel**, maire de **Visan** de 1989 à 2008.
- **Guy Aubert**, adjoint au maire de **Viens** de 2001 à 2014.
- **André Lambert**, adjoint au maire de **Violès** 1983 à 99, puis maire de 1989 à 1995.
- **Claude Cornutello**, adjointe au maire de **Saint-Didier**.
- **Roger Fenouil**, maire de **Rustrel** de 2008 à 2014.
- **Paul Pessemesse**, maire de **Sivergues** de 2001 à 2004.
- **Guy Morel**, maire de **Sérignan-du-Comtat**, de 1989 à 2001 et premier président de la communauté de communes Aygues Ouvèze en Provence, de 1992 à 2001.
- **Jean-Raymond Peyre**, adjoint au maire de **Mérindol** de 2001 à 2008 et conseiller municipal de 2008 à 2014.
- **Liliane Chambarlhac**, adjoint au maire de **Châteauneuf-de-Gadagne**.

Ecrit par le 18 mai 2026

- **Henri Copier**, adjoint au maire de **Violès** de 2008 à 2020 et conseiller municipal de 2001 à 2025.
 - **Jean-Claude Begnis**, élu sous le mandat d'André Rey, de 1995 à 2001, puis sous le mandat de Michel Bayet et d'Anne-Marie Bardet, de 2008 à 2020. Il exerça les fonctions d'adjoint au maire de **Sarrians** durant son dernier mandat de 2014 à 2020.
 - **Daniel Serra**, adjoint au maire d'**Aubignan** de 1983 à 2020.
 - **Joseph Devaux**, premier adjoint au maire de **Sivergues** depuis 2008.
 - **Claude Bergé-Laval**, maire de **Beaumont-de-Pertuis** de 1983 à 2014.
 - **Henri Girard**, maire de **La Roque-Alric** de 1971 à 2008, c'est-à-dire durant 37 années, après avoir exercé un mandat de conseiller municipal de 1985 à 1971.
 - **Mathieu Pellegrin**, conseiller municipal à **Saint-Martin-de-Castillon**.
 - **Gilbert Guigue**, conseiller municipal de 1971 à 1983, et adjoint au maire de **Violès** de 1983 à 2001.
 - **Jérôme Casalis**, premier adjoint au maire de **Caumont-sur-Durance** de 1995 à 2008 puis premier adjoint au maire de **Bonnieux** de 2008 à 2014 avant de devenir conseiller municipal jusqu'en 2025.
 - **Maurice Giro**, maire honoraire de **Cavaillon**. Il a été conseiller général de 1988 à 2002, et maire de Cavaillon de 1992 à 2008. Également député de la deuxième circonscription de Vaucluse de 2002 à 2007.
 - **Gaby Bézert**, maire honoraire de **Venasque**, adjoint de 1971 à 1980, et maire pendant 40 ans, de 1980 à 2020.
- « Une pensée à chacun de ces serviteurs de la République », a rappelé Christian Gros avant de souhaiter la bienvenue à Bernard Le Dily, élu maire de Mormoiron en fin d'année dernière et 2024, et Joseph Saura, réélu maire d'Uchaux suite à l'élection municipale partielle de décembre dernier. Ce dernier ayant déjà été maire de 2008 à 2020.

Rocade d'Avignon : le préfet s'oppose à l'interdiction de circulation des poids lourds

Ecrit par le 18 mai 2026



Soucieuse de réduire la pollution et les nuisances sonores, la mairie d'Avignon souhaitait limiter la circulation des poids lourds de plus de 38 tonnes sur la rocade Charles-de-Gaulle. Le préfet de Vaucluse, Thierry Suquet, a rendu un avis défavorable, invoquant des risques économiques, logistiques et environnementaux à l'échelle du bassin de vie.

Le projet, porté par la municipalité avignonnaise, prévoyait de restreindre à titre expérimental, pour une durée d'un an, la circulation des poids lourds supérieurs à 38 tonnes sur la rocade Charles-de-Gaulle, entre l'avenue de Tarascon et l'avenue Pierre-Sémard, de 7 heures à 19 heures, tous les jours de la semaine. Objectif affiché : réduire l'exposition de quelque 17 000 habitants à la pollution atmosphérique et au bruit, notamment dans les quartiers prioritaires concernés par le renouvellement urbain.

Coup d'arrêt au projet de Cécile Helle

Mais le préfet de Vaucluse, dans un courrier adressé le 21 octobre 2025 à la maire d'Avignon, [Cécile Helle](#), a mis un coup d'arrêt au projet. Après plusieurs mois de concertation infructueuse entre les collectivités locales, les acteurs économiques et les services de l'État, [Thierry Suquet](#) a estimé que les conditions techniques, économiques et environnementales ne permettaient pas la mise en œuvre du dispositif 'dans des conditions acceptables par l'ensemble des parties prenantes'.

Des risques de congestion et d'effets pervers

Le préfet relève tout d'abord que les études de trafic produites par la ville datent de 2019, donc

Ecrit par le 18 mai 2026

'insuffisamment actualisées'. Selon lui, les déviations prévues entraîneraient un report de trafic massif vers les communes voisines des Bouches-du-Rhône avec Châteaurenard, Noves ou Eyragues, déjà confrontées à une circulation dense.



Copyright Ville d'Avignon

Congestions routières et impacts économiques

L'interdiction envisagée risquerait ainsi d'aggraver les congestions routières, les risques d'accidents et la pollution sur ces axes secondaires. D'autant plus que la fermeture du pont de Rognonas aux poids lourds de plus de 26 tonnes rendrait la circulation encore plus complexe. Autre inquiétude majeure : l'impact économique. La restriction toucherait directement la zone d'activités de Courtine et le terminal de transport combiné de Champfleury, un site stratégique du fret rail/route classé parmi les plus importants de France, avec près de 90 000 unités intermodales traitées chaque année.

Une mesure jugée contre-productive

En privant ces zones d'un accès fluide, le préfet alerte sur des surcoûts logistiques, des retards de livraison et une dégradation de la compétitivité des entreprises locales. Les trajets des poids lourds seraient allongés de 20 à 50 kilomètres selon les itinéraires, parfois avec des péages, ce qui augmenterait paradoxalement les émissions de CO₂ et l'empreinte carbone du transport.

Pour une gestion raisonnée des axes routiers

Ecrit par le 18 mai 2026

Le préfet souligne également que les infrastructures de déviation et de stationnement ne sont pas prêtes, et que la signalisation nécessaire n'a pas reçu l'accord des gestionnaires de voirie. « Il n'existe aucune garantie technique sur la capacité réelle de ces itinéraires à absorber les flux déviés », précise-t-il dans son avis.



Copyright Ville d'Avignon

« 'La réalisation du second volet de la LEO aurait permis, à terme, de réconcilier impératifs écologiques et besoins économiques' »

Thierry Suquet, préfet de Vaucluse

L'État prône la concertation et la cohérence territoriale

S'il partage la préoccupation municipale en matière de santé publique et de qualité de vie, le représentant de l'État rappelle la vocation économique des routes à grande circulation et l'importance de préserver la logistique du bassin avignonnais. Il réaffirme par ailleurs l'engagement de l'État dans le développement du transport combiné, mode de transport plus vertueux, ainsi que dans les grands projets de mobilité du territoire, même si le projet de la LEO (Liaison Est-Ouest) semble bien enterré tandis que les espoirs se tournent, en partie, vers le futur Service Express Régional Métropolitain. Pour le préfet, la réalisation du second volet de la LEO aurait permis à terme de réconcilier impératifs écologiques et besoins économiques, en contournant les zones les plus peuplées tout en maintenant la desserte des pôles d'activité.

Ecrit par le 18 mai 2026

Un dossier encore ouvert

Thierry Suquet émet un avis défavorable 'en l'état', au projet d'arrêté municipal, mais invite à poursuivre la concertation entre l'État, la mairie, les collectivités territoriales et les acteurs économiques. Un compromis reste donc à trouver pour concilier protection des habitants et dynamisme économique, dans un territoire où la mobilité demeure un enjeu central de qualité de vie comme de compétitivité, alors que les acteurs majeurs décisionnaires continuent de jouer la montre, et tandis que les axes routiers mineurs comme majeurs restent paralysés.

Mireille Hurlin